

**Conseil économique et social**Distr. générale  
6 septembre 2017Français  
Original: anglais**Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique**

Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique

**Septième session**

Bangkok, 5-8 septembre 2017

Point 14 b) de l'ordre du jour

**Questions intéressant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique:****Examen du rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique****Rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique****I. Questions appelant des décisions de la Conférence ou portées à son attention**

1. Les recommandations ci-dessous formulées lors du Segment hauts responsables de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique sont portées à l'attention de la Conférence pour qu'elle les examine et, éventuellement, y donne suite.

2. Les hauts responsables recommandent que le Segment ministériel de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique adopte le projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/MCED(7)/L.4).

**II. Compte rendu des travaux****A. Examen de la mise en œuvre des éléments suivants:**

- a) **Recommandations de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010)**
- b) **Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015)**
- c) **Initiative d'Astana pour une « passerelle verte »**
- d) **Initiative de Séoul pour une croissance verte**  
(Point 2 de l'ordre du jour)

3. Les hauts responsables étaient saisis d'une note du secrétariat sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations approuvées à la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (E/ESCAP/MCED(7)/1) et d'un document d'information sur les progrès accomplis par les pays dans la mise en œuvre de l'Initiative d'Astana pour une « passerelle verte » et du Programme de partenariat pour une passerelle verte de 2010 à 2017 (E/ESCAP/MCED(7)/INF/2).

4. Les hauts responsables ont bénéficié des résultats d'une réunion-débat sur la dimension environnementale du développement durable, laquelle a mis en évidence les difficultés et les réussites des pays s'agissant de donner suite aux documents finals de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique. Cette réunion-débat a été animée par M<sup>me</sup> Sirpa Jarvenpaa, Directrice du Bureau du Directeur général, Stratégie, Partenariats et Communication, Global Green Growth Institute. Y ont participé: M. Samuel Manetoali, Ministre de l'environnement, des changements climatiques, de la gestion des catastrophes et de la météorologie des Îles Salomon; M<sup>me</sup> Lorna Eden, Ministre adjointe aux collectivités locales, au logement et à l'environnement des Fidji; M. Suho Seong, Directeur de la Division de la coopération internationale du Ministère de l'environnement de la République de Corée; M. Md. Ziaul Haque, Directeur du Département de l'environnement du Ministère de l'environnement et des forêts du Bangladesh; M<sup>me</sup> Aliya Shalabekova, Responsable du Département de l'économie verte du Ministère de l'énergie du Kazakhstan; et M<sup>me</sup> Tenzin Wangmo, Spécialiste principale des questions d'environnement de la Division de la coordination des ressources hydriques de la Commission nationale pour l'environnement du Bhoutan.

5. Les participants à la réunion-débat ont souligné qu'il était important de promouvoir des mesures et pratiques propices à l'utilisation efficace des ressources. Ils ont donné des exemples des bienfaits socioéconomiques découlant des investissements, qui permettaient de préserver les écosystèmes naturels et d'améliorer ainsi la résilience des collectivités locales face aux catastrophes naturelles et aux phénomènes météorologiques extrêmes. Ont été présentées les bonnes pratiques permettant de bien gérer les problèmes posés par le développement urbain rapide, notamment s'agissant de l'utilisation efficace des ressources en eau et de la sécurité de l'approvisionnement en eau, de la gestion des déchets et des eaux usées, de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Les domaines dans lesquels un partenariat régional ou la coopération Sud-Sud et Nord-Sud permettraient de combler les lacunes en matière de mise en œuvre au niveau régional ont été mis en évidence, notamment s'agissant d'accroître l'efficacité des modes de consommation et de production, de mettre en place des marchés propices au développement et de promouvoir le transfert de technologies écologiquement rationnelles. Les possibilités offertes par un développement résilient face aux changements climatiques et produisant peu d'émissions en ce qui concerne la tenue des engagements pris au titre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des objectifs de développement durable ont aussi été soulignées.

6. Les représentants des membres et membres associés de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ci-après ont fait des déclarations: Fédération de Russie et Indonésie.

7. Les représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes ont également fait des déclarations, à savoir: le Réseau de recherche Asie-Pacifique, au nom des grands groupes et des parties prenantes; le Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques (Fondation Tebtebba), au nom des peuples autochtones; et le Réseau Action Pesticides Asie-Pacifique, au nom des agriculteurs.

8. Les hauts responsables ont mis en évidence les avantages qu'il y avait à établir des cadres juridiques et réglementaires solides au niveau national, comprenant des mesures de protection efficaces permettant d'atténuer les incidences sociales et environnementales, de conserver la biodiversité et les écosystèmes, d'améliorer l'efficacité énergétique et de mettre en valeur les sources d'énergies renouvelables en fonction des contextes nationaux. Il a été souligné qu'il était essentiel de se pencher sur la viabilité des modes de consommation et de production dans la région.

9. Les hauts responsables ont pris note également de la nécessité de veiller à la pérennité des activités de renforcement des capacités et des moyens d'exécution du Programme 2030, notamment sur le plan du financement. Il a été pris acte du rôle de la coopération internationale et régionale pour assurer la protection de l'environnement en promouvant l'économie verte et l'utilisation efficace des ressources. La participation des différents acteurs était primordiale pour la réalisation des objectifs de développement durable. Il a également été souligné que le savoir traditionnel, les innovations et les pratiques des collectivités locales contribuaient de manière importante à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles, et que leur application généralisée pourrait favoriser le bien-être et la pérennité des moyens de subsistance.

10. Les hauts responsables ont été informés des plans nationaux visant à transformer les modèles de développement actuels en stratégies sobres en carbone, en fixant des cibles nationales et en appuyant les moyens d'exécution.

11. Le représentant d'un pays a souligné la fragilité actuelle des écosystèmes et la dégradation considérable, imputable à l'homme, des services essentiels qu'ils rendent.

12. Plusieurs représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes ont souligné que la croissance économique s'était traduite par la surexploitation de l'environnement, la déforestation et la pollution, ce qui avait exacerbé encore davantage la pauvreté et les inégalités dans toute la région Asie-Pacifique, en particulier pour les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les pêcheurs artisanaux. Les incidences négatives des produits agrochimiques sur l'environnement, notamment sur les sols, les ressources en eau et l'atmosphère, ont été soulignées, et la contamination des aliments, qui a des effets néfastes sur la santé humaine, a également été mentionnée. Les participants ont appelé à renforcer les politiques visant à appliquer des approches agroécologiques dans le secteur agricole afin de préserver les moyens de subsistance et la richesse naturelle et de résoudre les problèmes systémiques sous-tendant la dégradation de l'environnement dans le cadre d'un développement équitable.

## **B. Perspectives de politique générale sur la voie d'une région Asie-Pacifique économe en ressources**

(Point 3 de l'ordre du jour)

13. Les hauts responsables étaient saisis de la note du secrétariat intitulée « Gestion durable des ressources naturelles en Asie et dans le Pacifique: tendances, défis et possibilités en matière d'utilisation rationnelle des ressources et perspectives de politique générale » (E/ESCAP/MCED(7)/2).

14. Une table ronde multipartite, animée par M. Anthony Chiu, de l'International Resource Panel, a débattu des perspectives pour parvenir à une région Asie-Pacifique économe en ressources. Ont participé à cette table ronde: M. Yoshinori Suga, Premier Secrétaire, Représentant permanent suppléant auprès de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) (Japon); M. Jumpote Himacharoen, du Metropolitan Electricity Authority (Thaïlande); M. Akash Bhavsar, membre du Conseil consultatif des entreprises de la CESAP, représentant le SkyQuest Technology Group (Inde); M<sup>me</sup> Bernadette Resurrección, du Stockholm Environment Institute; M. John Bongat, ville de Naga (Philippines); et M<sup>me</sup> Imogen P. Ingram, Secrétaire-Trésorière d'Island Sustainability Alliance CIS Inc. (Îles Cook).

15. Les participants à la table ronde ont débattu de la manière d'assurer la transition vers l'utilisation rationnelle des ressources aux niveaux macroéconomique et sectoriel et ont mis en lumière les possibilités et les effets positifs d'une gestion efficace et durable des ressources naturelles.

16. Les participants ont noté que, conscients des tendances telles que l'augmentation rapide de l'extraction de matières premières par habitant et de leurs incidences, les gouvernements et autres parties concernées prenaient des mesures. Au Japon, l'application du concept des « 3R » (réduction, réutilisation et recyclage) dans la politique nationale avait permis d'augmenter considérablement la productivité des ressources et de réduire le gaspillage, notamment en établissant un lien entre l'utilisation rationnelle des ressources et l'action en faveur du climat, et au moyen d'objectifs interdépendants et de synergies intersectorielles. En Thaïlande, une entreprise de distribution d'électricité avait pris des mesures dynamiques pour réduire la demande d'énergie et fixé des objectifs de durabilité à long terme, notamment en matière d'utilisation de véhicules électriques. Dans le Pacifique, des organisations non gouvernementales à assise communautaire avaient facilité le dialogue social et la prise de décisions éclairées concernant les ressources marines. Toutefois, pour qu'une véritable transformation se produise, il faudrait faire une large place à la participation des jeunes, adopter des politiques macroéconomiques et des réformes institutionnelles axées sur l'égalité des sexes et promouvoir une plus grande appropriation par les autorités locales.

17. Les représentants des membres et membres associés suivants ont fait des déclarations: Fédération de Russie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Ouzbékistan et Thaïlande.

18. Le représentant de l'Organisation mondiale de la Santé a fait une déclaration. Le représentant de l'Organisation de coopération économique a également fait une déclaration.

19. Les représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes ci-après ont également fait des déclarations: Fédération des travailleurs libres – Confédération syndicale internationale; Asia Indigenous Peoples Pact, au nom des peuples autochtones; et Environment and Social Development Organization au nom des organisations non gouvernementales.

20. Les hauts responsables ont souligné qu'il était urgent d'agir face à l'accélération de la demande de ressources et de favoriser un changement de paradigme collectif, notamment en promouvant l'économie verte et l'utilisation efficace des ressources. Ils ont également noté qu'il était essentiel de favoriser un développement technologique qui tienne compte de la protection de l'environnement, de promouvoir une action collective par le biais de diverses mesures, et de faire évoluer les comportements des consommateurs.

21. Les hauts responsables ont également fait valoir qu'il fallait mobiliser les innovateurs et les entrepreneurs. Davantage de mesures devaient être prises pour expérimenter de nouvelles technologies et fournir des incitations, y compris au bénéfice des précurseurs. Les délégations ont échangé des informations sur les principales initiatives politiques nationales, notamment en ce qui concerne les instruments économiques visant à mobiliser le rôle des institutions financières dans le domaine de la promotion de l'utilisation rationnelle des ressources, ainsi que dans celui de l'utilisation de l'énergie dans le secteur des transports et de l'élimination des déchets.

22. Plusieurs recommandations ont été formulées par les hauts responsables, notamment: la nécessité de disposer d'une plateforme commune pour mobiliser les parties prenantes en faveur du changement sur la voie de l'utilisation rationnelle des ressources; la promotion des partenariats public-privé; la nécessité de disposer de données et de processus de suivi statistique impartiaux permettant de prendre des décisions économiques éclairées; et la nécessité de veiller à la qualité de l'air et de l'eau en exerçant un contrôle étatique des ressources naturelles. Le représentant d'un pays a mis en garde contre un scénario dans lequel la promotion de l'économie verte et du développement durable pourrait entraver les échanges commerciaux et avoir des incidences économiques négatives.

23. En ce qui concerne la gestion des ressources naturelles, le représentant d'un pays a souligné que les questions transfrontières exigeaient une attention particulière, et que des instruments internationaux, notamment des conventions définissant un cadre réglementaire entre les pays, étaient nécessaires. En Asie centrale, un projet portant sur l'utilisation transfrontière de l'eau permettait de favoriser l'action dans ce domaine.

24. Le représentant d'un pays a demandé à la CESAP de fournir aux États membres un appui pour mettre en œuvre des mesures et bonnes pratiques et développer les capacités statistiques afin de promouvoir, de suivre et d'évaluer la consommation intérieure de matières premières.

25. Un représentant a souligné qu'il importait de renforcer la coopération régionale et internationale pour faciliter la transition vers l'utilisation rationnelle des ressources. L'Organisation de coopération économique pourrait servir de plateforme pour la gestion durable des ressources naturelles, plusieurs domaines de coopération potentiels ayant été identifiés.

26. Un représentant a souligné que l'amélioration de la santé et du bien-être des populations de la région devrait être un objectif essentiel de l'utilisation rationnelle des ressources et de la gestion de la pollution, et devrait inclure des mesures concernant les questions environnementales transfrontières. À cet égard, l'Accord de Paris a été considéré comme l'un des plus importants accords de santé publique du XXI<sup>e</sup> siècle. Le plaidoyer en faveur de la santé environnementale, présenté par le représentant, s'est concentré sur le soutien aux pays les moins responsables des dommages causés.

27. Plusieurs représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes ont souligné l'importance d'une « transition juste » pour faire face aux menaces de déplacement du marché du travail. Le fardeau du changement structurel économique vers l'utilisation rationnelle des ressources, qui profiterait à tous, ne devrait pas être supporté par un nombre disproportionné de personnes et devrait garantir des possibilités de travail décent. Il fallait accroître la participation et le dialogue avec les partenaires sociaux, la responsabilité des entreprises pour les dommages causés à l'environnement et à la santé, ainsi que les mesures de protection sociale des travailleurs. Du point de vue des peuples autochtones, la réglementation des ressources au moyen de politiques et d'une plus grande reconnaissance des contributions des peuples autochtones à la gestion durable était essentielle. La reconnaissance d'arrangements fonciers coutumiers et la ventilation des données par appartenance ethnique étaient nécessaires, ainsi qu'une attention particulière aux garanties sociales et environnementales. De plus, l'accent a été mis également sur l'importance d'une approche collective nationale et régionale. Un engagement politique accru ainsi qu'une participation importante de la base et de multiples parties prenantes à la gestion étaient nécessaires.

### **C. Projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie et le Pacifique**

(Point 4 de l'ordre du jour)

28. Les hauts responsables étaient saisis du projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie le Pacifique (E/ESCAP/MCED(7)/WP.1). Le secrétariat a informé les hauts responsables du processus de consultation qui avait abouti au projet révisé de déclaration, élaboré à partir du document E/ESCAP/MCED(7)/3. Les hauts responsables ont approuvé le projet de déclaration, sans aucune modification.

29. Les représentants des États membres et membres associés suivants ont fait des déclarations: Indonésie et Thaïlande.

30. Les représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes ont également fait des déclarations: Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (ETC), au nom des grands groupes et d'autres parties prenantes présentes; le Centre for Community Economics and Development Consultants Society (CECODECON), au nom des agriculteurs; et le Groupe de jeunes de l'Alliance mondiale contre la pauvreté pour l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Nord, l'Asie centrale et le Pacifique (SENCAP), au nom des autres parties prenantes.

31. Les hauts responsables se sont félicités du projet de déclaration ministérielle, notant que la déclaration couvrait d'importantes préoccupations environnementales de la région et fournissait un programme efficace et réalisable. Les hauts responsables ont aussi demandé instamment à la CESAP de poursuivre les activités de collaboration avec les organismes des Nations Unies et les États membres, afin d'assurer la mise en œuvre du projet de déclaration et du Programme 2030.

32. Les hauts responsables ont noté que la Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement avait servi de plateforme régionale pour faire face aux défis émergents en matière d'environnement et de développement pendant plus de trois décennies et ont reconnu le rôle important de la CESAP à cet égard, notamment à l'appui de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. À cette fin, le représentant d'un pays s'est déclaré favorable à l'utilisation de l'actuelle

structure de conférence de la CESAP, en particulier le Comité de l'environnement et du développement.

33. Les représentants des grands groupes et d'autres parties prenantes se sont félicités des efforts déployés pour que la déclaration ministérielle tienne compte des principaux obstacles à l'utilisation rationnelle des ressources dans la région.

34. Un représentant a exhorté les États membres à veiller à ce que le projet de déclaration soit utilisé pour des actions concrètes et à ce qu'il implique un processus transparent d'examen et de suivi. Un autre représentant a demandé des mesures législatives et un examen des politiques tenant compte du rôle clef des communautés autochtones et d'autres groupes marginalisés dans la gestion durable des ressources naturelles. Un autre représentant a fait observer que le projet de déclaration ministérielle n'était pas à la hauteur des aspirations en matière d'agriculture durable, de sécurité alimentaire et de souveraineté alimentaire, et a déclaré que la région devait délaisser la maximalisation de l'approche de la production au profit de la minimisation des risques. Un appel a été lancé en faveur d'une participation accrue de toutes les parties prenantes au processus d'élaboration des politiques environnementales.

#### **D. Questions diverses**

(Point 5 de l'ordre du jour)

35. Aucune déclaration n'a été faite au titre de ce point de l'ordre du jour.

#### **E. Adoption du rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique**

(Point 11 de l'ordre du jour)

36. Les hauts responsables ont adopté le présent rapport le 6 septembre 2017.

### **III. Organisation**

#### **A. Ouverture, durée et organisation du Segment**

37. Le Segment hauts responsables de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique s'est tenu à Bangkok du 5 au 6 septembre 2017.

38. La session a été ouverte par M. Wijarn Simachaya, Secrétaire permanent du Ministère thaïlandais des ressources naturelles et de l'environnement. La Secrétaire exécutive de la CESAP et M<sup>me</sup> Endah Murniningtyas, Coprésidente de l'équipe du groupe de scientifiques indépendants chargée de rédiger le Rapport mondial 2019 sur le développement durable, ont fait des déclarations.

#### **B. Participation**

39. Les représentants des membres et membres associés de la CESAP ci-après ont participé au Segment hauts responsables de la Conférence ministérielle: Afghanistan; Arménie; Australie, Bangladesh; Bhoutan; Cambodge; Chine; Fédération de Russie; Fidji; France; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Iran (République islamique d'); Japon; Kazakhstan; Kirghizistan; Kiribati; Macao (Chine); Maldives; Mongolie; Myanmar; Népal; Nouvelle-Zélande; Ouzbékistan; Pakistan;

Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao; République populaire démocratique de Corée; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord; Samoa; Singapour; Sri Lanka; Tadjikistan; Thaïlande; Timor-Leste; Tonga; Vanuatu; et Viet Nam.

40. Les représentants des Observateurs permanents auprès de la CESAP et les observateurs ci-après ont participé au Segment: Allemagne; Belgique; Brésil; Canada; Hongrie; Israël; Norvège; Pérou; Roumanie; Suède; et Suisse.

41. Étaient représentés les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies ci-après: Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets; Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques; Fonds monétaire international; Institut international pour la santé mondiale de l'Université des Nations Unies; Organisation de l'aviation civile internationale; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture; Organisation internationale du Travail; Organisation internationale pour les migrations; Organisation mondiale de la santé; Programme des Nations Unies pour le développement; Programme des Nations Unies pour l'environnement; et Union internationale des télécommunications.

42. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées: Accord régional de coopération pour la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires pour la région de l'Asie et du Pacifique; Agence suédoise de coopération internationale au développement; Association des nations de l'Asie du Sud-Est; Banque asiatique de développement; Centre de l'ASEAN pour la biodiversité; Délégation de l'Union européenne auprès de la Thaïlande; Direction du développement et de la coopération du Ministère suisse des Affaires étrangères; Institut mondial de la croissance verte; Organisation de coopération économique; Programme de coopération dans le domaine de l'environnement pour l'Asie du Sud; Secrétariat du Programme régional pour l'environnement du Pacifique; et Union internationale pour la conservation de la nature.

43. Les organisations non gouvernementales, la société civile et les autres organismes ci-après étaient représentés: Agence allemande de coopération internationale; Alliance Asie-Pacifique pour la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation; Asia Indigenous Peoples Pact; Central Institute for Natural Resources and Environmental Studies; Centre for Community Economics and Development Consultants Society; Centre international des peuples autochtones pour l'éducation et la recherche sur les politiques (Fondation Tebtebba); Centre pour l'environnement et le développement durable; Centre scientifique communautaire; Clean Air Asia; Community Care for Emergency Response and Rehabilitation; Development Alternatives; Ecoforum of NGOs of Uzbekistan; Environment and Social Development Organization; Fédération des travailleurs libres – Confédération syndicale internationale pour l'Asie et le Pacifique; Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge; Federation of Community Forestry Users Nepal; Grameen Shakti; Green Movement of Sri Lanka Inc.; Groupe d'action sur l'érosion, la technologie et la concentration (Groupe ETC); Groupe de jeunes de l'Alliance mondiale contre la pauvreté pour l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Nord, l'Asie centrale et le Pacifique; India Centre for Public Policy; Indigenous Women's Network of Thailand; Institut de Stockholm pour l'environnement; Institut des stratégies environnementales mondiales; Institute for Future; Integrated Rural Development Centre; Island Sustainability Alliance CIS Inc.; Kapaeeng Foundation; Karnali Integrated Development



Centre; Local Environment Development and Agricultural Research Society; Mahila Dakshata Samiti/WOMEN 2030; Organisation des femmes pour le changement dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles; Radanar Ayar Rural Development Association; Réseau Action Pesticides Asie-Pacifique; Réseau de recherche Asie-Pacifique; Roots for Equity; Semesta Hijau-Dompét Dhuafa; Serikat Nelayan Indonesia; Sindh Community Foundation; Soroptimist International of the South West Pacific; Special Talent Exchange Program; Tarumitra; et Université Chulalongkorn.

### C. Élection du Bureau

44. Les hauts responsables ont élu le Bureau suivant:

Présidente: M<sup>me</sup> Lorna Eden (Fidji)  
 Vice-Présidents: M<sup>me</sup> Deepa Liyanage (Sri Lanka)  
 M. Arman Hovhannisyan (Arménie)

### D. Ordre du jour

#### A. Segment hauts responsables (5 et 6 septembre 2017)

1. Ouverture du Segment hauts responsables de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique:
  - a) Allocutions d'ouverture;
  - b) Élection du Bureau;
  - c) Adoption de l'ordre du jour.
2. Examen de la mise en œuvre des éléments suivants:
  - a) Recommandations de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique (2010);
  - b) Plan régional d'application pour le développement durable en Asie et dans le Pacifique (2011-2015);
  - c) Initiative d'Astana pour une « passerelle verte »;
  - d) Initiative de Séoul pour une croissance verte.
3. Perspectives de politique générale sur la voie d'une région Asie-Pacifique économe en ressources.
4. Projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie et le Pacifique.
5. Questions diverses.

6. Ouverture du Segment hauts responsables du deuxième Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique (États membres principalement couverts par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement)<sup>1</sup>:
  - a) Allocutions d'ouverture;
  - b) Élection du Bureau;
  - c) Adoption de l'ordre du jour.
7. Examen de l'application en Asie et dans le Pacifique des résolutions adoptées par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa deuxième session, en 2016, et débat sur les priorités régionales du Programme des Nations Unies pour l'environnement en Asie et dans le Pacifique.
8. Contribution régionale aux résultats de la troisième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (2017):
  - a) Thème: « Pour une planète sans pollution »;
  - b) Projets de résolution de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa troisième session;
  - c) Projet de déclaration de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa troisième session.
9. Débat sur les arrangements institutionnels relatifs au Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique.
10. Adoption des projets de résultats du deuxième Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique (États membres principalement couverts par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement)<sup>1</sup>.
11. Adoption du rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique.

## **B. Segment ministériel (7 et 8 septembre 2017)**

12. Ouverture de la session:
  - a) Allocutions d'ouverture;
  - b) Élection du Bureau;
  - c) Adoption de l'ordre du jour.

---

<sup>1</sup> Le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement couvre une zone géographique qui englobe les pays suivants: Afghanistan; Australie; Bangladesh; Bhoutan; Brunéi Darussalam; Cambodge; Chine; Fidji; Îles Cook; Îles Marshall; Îles Salomon; Inde; Indonésie; Iran (République islamique d'); Japon; Kiribati; Malaisie; Maldives; Micronésie (États fédérés de); Mongolie; Myanmar; Nauru; Népal; Nioué; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Palaos; Papouasie-Nouvelle-Guinée; Philippines; République de Corée; République démocratique populaire lao; République populaire démocratique de Corée; Samoa; Singapour; Sri Lanka; Thaïlande; Timor-Leste; Tonga; Tuvalu; Vanuatu; et Viet Nam.

13. Dialogue ministériel: « Vers une région Asie-Pacifique économe en ressources et sans pollution ».
14. Questions intéressant la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique:
  - a) Perspectives de politique générale sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique;
  - b) Examen du rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique;
  - c) Questions diverses.
15. Questions intéressant le deuxième Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique réuni par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (États membres principalement couverts par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement)<sup>1</sup>:
  - a) Examen du premier Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique réuni par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et recommandations du deuxième Forum;
  - b) Contribution régionale au projet de déclaration de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement à sa troisième session (2017);
  - c) Perspectives de politique générale sur une planète sans pollution.
16. Adoption des conclusions du deuxième Forum des ministres et des autorités environnementales de l'Asie et du Pacifique réuni par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (États membres principalement couverts par le Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Programme des Nations Unies pour l'environnement)<sup>1</sup>.
17. Adoption de la Déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie et le Pacifique et du rapport de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique.
18. Clôture du Sommet.

## **E. Manifestations diverses**

45. Le séminaire, les manifestations parallèles et les réunions spéciales ci-après ont été organisés à l'occasion du Segment hauts responsables de la Conférence ministérielle:

- a) 5 septembre 2017: « Une démarche commune: contribution de l'Accord de Paris à l'objectif d'une région Asie-Pacifique économe en ressources et sans pollution », manifestation organisée conjointement par le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et le Centre de collaboration régional de l'Institut des stratégies environnementales mondiales (Bangkok);

b) 6 septembre 2017: « Initiative d'Astana pour une « passerelle verte »: vers des partenariats interrégionaux pour le développement durable », manifestation organisée conjointement par le Ministère de l'Énergie et le Ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan et la Coalition pour l'économie verte et le développement « G-Global »;

c) 6 septembre 2017: « L'Asie-Pacifique est-elle prête pour la géo-ingénierie climatique? », manifestation organisée par la Carnegie Climate Geoengineering Governance Initiative.

**Annexe****Liste des documents**

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>
<i>Distribution générale</i>		
E/ESCAP/MCED(7)/1	Progrès accomplis dans l'application des recommandations formulées et des initiatives approuvées lors de la sixième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique	2 a), b), c) et d)
E/ESCAP/MCED(7)/2	Gestion durable des ressources naturelles en Asie et dans le Pacifique: tendances, défis et possibilités en matière d'utilisation rationnelle des ressources et perspectives de politique générale	3 et 14 a)
E/ESCAP/MCED(7)/3	Projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique	4
E/ESCAP/MCED(7)/4	Rapport des hauts responsables de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique	14 b) et 17
<i>Distribution limitée</i>		
E/ESCAP/MCED(7)/L.1	Ordre du jour provisoire	1 c)
E/ESCAP/MCED(7)/L.2	Ordre du jour provisoire annoté	1 c)
E/ESCAP/MCED(7)/L.3	Projet de rapport de la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique	17
E/ESCAP/MCED(7)/L.4	Projet de déclaration ministérielle sur l'environnement et le développement pour l'Asie et le Pacifique	14 b) et 17
<i>Documents d'information (en anglais seulement)</i>		
E/ESCAP/MCED(7)/INF/1	Towards a resource-efficient and pollution-free Asia-Pacific region	13
E/ESCAP/MCED(7)/INF/2	Brief country progress report on the implementation of the Astana Green Bridge Initiative and the Green Bridge Partnership Programme over the period 2010-2017	2 d)
<i>Document de séance</i>		
E/ESCAP/MCED(7)/CRP.1	Projet de rapport des hauts responsables relatif à la septième Conférence ministérielle sur l'environnement et le développement en Asie et dans le Pacifique	11
<i>Document de travail (en anglais seulement)</i>		
E/ESCAP/MCED(7)/WP.1	Draft ministerial declaration on environment and development for Asia and the Pacific	4

*Informations disponibles en ligne*

[www.unescap.org/MCED/7/infoNote](http://www.unescap.org/MCED/7/infoNote) Information for participants

<http://www.unescap.org/MCED/7/listOfParticipants> List of participants

<http://www.unescap.org/MCED/7/timetable> Tentative programme

---